

**« DETTES ET MONNAIE DE
SINGE »
UN ESSAI DE
HUBERT RODARIE
DÉVELOPPEMENTS SUR LE
COMMERCE INTERNATIONAL**

L'ANALYSE DES DERAPPAGES DES ECHANGES
LA REDECOUVERTE DE LA STRUCTURE REGIONALE ET DE SES
ÉQUILIBRES
LES REFLEXIONS SUR LE RÔLE DE LA GESTION DES RESSOURCES
LA LOI DES OPTIMA LOCAUX

CHRISTIAN PLAETEVOET

**Novembre
2011**

REGARD SUR LES PRINCIPAUX THEMES DEVELOPPÉS A PROPOS DES DÉSÉQUILIBRES DES ÉCHANGES INTERNATIONNAUX

INTRODUCTION

En me laissant guider par la structure de la démonstration de M. RODARIE sur la démarche comptable, j'ai négligé de développer un des points majeur des difficultés économiques actuelles celui des déséquilibre des balances des paiements. En marquant mon accord avec son analyse attestée par mes interventions sur les distorsions de valeurs induites par une absence de gestion de la fonction temps sur les marchés de matières premières et dans les représentation comptables et notamment celles de ENRON et de REFCO, j'ai développé l'idée que le retour au seul coût historique serait insuffisant pour prendre en compte les de façon quotidienne dans nos évaluation les impacts de l'activité de l'entreprise ou de l'organisation sociale, culturelle ou politique en cause.

J'ai esquissé une proposition fixant un certain nombre d'objectifs pour en rendre compte afin de limiter les transferts de risques ou de charges aux agents économiques les moins apte à les gérer. J'ai aussi suggéré qu'une évaluation plus précise pourrait rendre plus accessible les conséquences indirectes de certaines action s ou pratique avec en corollaire leur réparation par le temps et l'élargissement des connaissances et des savoir faire. J' aurais du évoquer que dans l'appréciation des actions et réalisations futures, les concentrations de risque étaient fluctuantes et que cette variation n'était que rarement prise en compte dans une estimation de risques pouvant se corréler.

Le propos de Hubert RODARIE a eu la grande richesse de monter que des principes de gestion qui ont fondamentalement des buts nobles comme de faciliter le choix de l'épargnant dans ses allocations de ressources afin de participer à un meilleure gestion de l'économie pouvaient par effet cumulatif induire un dérèglement profond de l'économie et des déviations morales légalisées. Les échanges internationaux qui à la base devraient permettre d'accroître la richesse de tous et l'accès aux inventions d'hommes ou de femmes situées à l'autre extrémité de la planète, s'est traduit par un malaise social généralisé et une pression sur l'individu dérivée à la fois de l'absence d'espoir professionnel et culturel menant au terrorisme et à une pression sur le travailleur pour favoriser l'entreprise aux dépens de sa vie familiale sociale ou culturelle. Le but de mon propos est à présent de considérer les conditions qui ont généré ces dérives en matière d'échanges et les voies qui pourraient en corriger ou en inverser les effets.

ANALYSE DES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Préalablement à la dissolution de l'empire soviétique deux types d'approches présidaient aux échanges internationaux, celui de l'alliance Atlantique et celui du Pacte de Varsovie.

Dans le premier la fixation des prix se réalisait en majorité selon des paramètres de l'offre et de la demande. Bien que de multiples aménagements avec la doctrine y soient apparus, pour en corriger certains effets, droits de douanes, restructuration de dettes, accord de limitations, quotas et dans les périodes de crises embargo, les échanges se réalisaient à l'échelle mondiale de façon libre avec comme voie d'ajustement des accords de prêts et de échanges de devises reposant sur des données de gestion.

Dans le second le système était dominé par des accords bilatéraux et des objectifs de production programmés au niveau central et dominés par des considérations politiques et accord d'état à état et organisé autour d'une production planifiée au niveau des structures gouvernementales.

Entre les deux et avec les pays dit non alignés les échanges se faisaient soit en utilisant une démarche commerciale dissociée de la gestion du règlement. Dans les cas simples le recours au dollar en référence de prix avec parfois des différences de statuts entre échanges financiers et échanges physiques de marchandise. Dans les cas plus complexes d'échanges liés à des surplus structurels, les transferts se faisaient sous formes d'opérations de compensations plus ou moins complexes.

Chaque bloc gérait selon de critères propres ses différentiels de niveaux de vie avec d'une part une relative prospérité et progression des conditions de vie, souvent coupée de crise entraînant un retour en arrière pour une part importante de la population. D'autre part une relative pénurie liée à des allocations de ressources trop rigides et des pertes d'opportunités qui induisaient des phénomènes généralisés de marchés parallèles.

La perte de cohérence du système centralisé soviétique a conduit à l'effondrement de l'empire en raison de la lourdeur de ses coûts de gestion et son inadaptation à un monde influencé par les progrès techniques et ses promesses d'efficacités accrues.

La chute du modèle a eu deux effets principaux, celui de libérer des volumes importants de ressources en matières premières et de main d'œuvre techniquement compétente et industrielle avec des niveaux de vie comparativement très bas.

Les premiers effets ont été par exemple l'afflux d'aluminium soviétique sur le LME et l'intervention de « Métal Banks » pour en gérer les stocks et éviter l'effondrement total des prix. Le second dans le même domaine le développement des opérations de façonnage ou l'on livrait de la bauxite aux immenses usines soviétiques alimentées en énergie par d'importants barrages.

Dans d'autres domaines on échangeait la fourniture d'une usine clé en main contre l'assurance d'une production exportée en retour avec une marge importante en raison de la faible rémunération des personnels locaux et de la faiblesse de la monnaie face au dollar qui servait de référence.

Dans un premier temps les commandes d'investissement alimentaient l'industrie européenne ou américaine et en outre permettait un accroissement du niveau de vie grâce à des importations de produits à des prix décotés par rapport aux coûts locaux. L'apport de la demande matérielle d'investissement permettait de compenser les pertes dans les

secteurs de main-d'oeuvre comme les secteurs de l'habillement et de la production de semi produits.

Globalement en dehors de l'utilisation de main d'oeuvre dans des conditions quelque peu discutables parfois, le processus a eu de nombreux effets favorables dans certaines régions, mais accru la pauvreté dans celles où les accès étaient difficiles et/ou des obstacles d'infrastructure, d'éducation ou culturels se faisaient jour.

Le phénomène n'a été possible enfin que grâce à des coûts énergétiques faibles qui ne faisaient pas obstacle au développement d'une logistique importante et de plus en plus sophistiquée.

La dérive a commencé à intervenir avec le transfert de techniques complexes et le développement de la notion de propriété intellectuelle. Cette démarche conventionnelle qui a entraîné la création d'une infrastructure de gestion restrictive de la connaissance. Or dans le domaine de la production de masse la connaissance à une base majoritaire issue des savoir faire. Au fur et à mesure que les transferts de savoir touchaient un volume de plus en plus important de production, la gestion des cours relatifs des devises devenaient de plus en plus importante pour pouvoir se permettre de maintenir un niveau de vie et de contrôler les flux financiers.

Ainsi les devises dominantes progressivement sont devenues surévaluées par rapport à leur poids économique effectif dans la production de biens et services.

Les chocs de flux financiers qu'ont imprimés par ailleurs les crises pétrolières, ont entamé un phénomène de recyclage des ressources issues de la vente de pétrole et de leur réallocation. Dans un premier temps ces ressources ont donné lieu à un immense gaspillage, mais petit à petit leur gestion est devenue beaucoup plus avisée et a constitué un outil de pression sur les états des pays industrialisés qui ont dû compenser par des mesures sociales ou par l'endettement, la perte pour une partie de la population de leur valeur économique ou la perte de support de l'impôt.

Le processus a eu son volet financier avec toutes les réflexions sur les actifs incorporels et alimenté par une épargne mondiale structurelle qui au lieu de s'investir localement faute de supports suffisants a recherché sur les marchés industriels des emplois qui sont venus en concurrence avec l'épargne locale, laquelle de son côté a été de plus en plus concentrée dans des intermédiations diverses et la gestion collective. Chaque période a dans ce secteur connu des dérives :

THE TREE ARROS FUND

STODDART

LEASON

MADOFF

pour ne citer que quelques-uns des plus représentatifs de dérives extrêmes. Pourtant le danger majeur, n'était pas là, mais dans la croyance par les régulateurs eux-mêmes que l'extrême répartition des risques conduisait à sa disparition des structures bancaires pour être diluée dans les véhicules de collecte de l'épargne. On avait oublié que la mauvaise monnaie chasse la bonne.

Autre élément cité dans mon premier commentaire et mis en lumière par M. RODARIE la disparition de la gestion du temps qui a permis de donner une valeur immédiate et monétisable en bourse grâce aux conventions comptables créatives, de réalisations futures les plus diverses et dont les excès dans certains domaines ont eu leurs effets éclairés par des dérives douloureuses. ENRON en est un des meilleurs et des plus représentatifs exemples.

Le résultat combiné de ces trois phénomènes a induit un hyper développement du système financier sur les volumes de risques gérés en croissance exponentielle notamment sous la forme de swaps matières et CDS (500 téra\$). Corrélativement appuyés par une modification de leur mesure basée des approches statistiques qui en ont largement minimisé le poids. La rhétorique en place supposait principalement que la liquidité des échanges était infinie et que la remarque de John Law ne s'appliquait pas aux risques.

Ainsi donc pour compenser la perte de capacité productive et du pouvoir d'achat comme valeur d'échange qu'il représente les pays industrialisés ont généré des quantités de poches de création de valeurs fictives ou fluctuantes dont une partie a été transférée en pouvoir d'achat sans contrepartie utile et dévalorisé progressivement les savoir faire technique à l'aune des coûts de main-d'oeuvre dévalués et des parités monétaires inappropriées. Une autre partie a été utilisée comme monnaie de substitution pour acquérir des actifs avec un niveau de « monnaie de singe » plus substantiel encore que les exemples que j'ai cité car essentiellement utilisé sur les marchés financiers. La dernière partie représentant des anticipations de performances à venir sous forme d'actualisation de flux futurs.

Leurs contreparties ont été les ressources générées par la montée des prix des matières première et l'accroissement de valeur unitaire des exportations et surtout un monceau de dettes. Face à la baisses des valeurs d'actifs chacune des catégorie ont encaissé des pertes, certaines apparentes comme celles résultant des liquidations d'actifs comme les créances insolvables du marché immobilier US et d'autre sont restées potentielles en attendant que cela aille mieux comme les actifs incorporels ou les risques sur swap, titrisations, et autres produits de contrats à échéances lointaines valorisés par des modèles d'évaluation des risques sur base statistiques ou d'approches MONTE-CARLO.

En conséquence la remise à plat des comptes n'est pratiquement pas possible dans un avenir proche notamment en raison des anticipations de revenus futurs et notamment en raison du différentiel de taux avec lesquels ces revenus sont décomptés en regard des rendements actuels.

Par ailleurs l'économie réelle a conduit à des transferts de compétences et de moyens de productions des marchés de consommation vers de marchés de non-consommation. Le rééquilibrage ne peut se concevoir de façon complète qu'à l'échelle d'une génération si l'on parvient à se mettre d'accord sur les modalités dans un contexte où chacun défend ses acquis. Car dans un modèle basé sur la concurrence tout le monde est potentiellement en situation de fragilité ou au minimum dans une situations de stress face aux modifications nécessaires à l mettre en place et donc tente d'abord de se protéger plutôt que de prendre en compte la solution optimum au problème posé.

De façon schématique que ce soit la Chine, l'Inde, l'Europe, les USA, la Russie ou le Brésil pour ne citer que les plus importants, le retour à des équilibres dans les échanges impliquent un changement des modèles de gestion économiques qui ne peut plus être basé sur l'accroissement de l'activité. L'accès aux ressources devient de plus en plus une barrière au rééquilibrage par la croissance.

La Chine a encore d'énormes besoins en matière d'infrastructure et de niveau de vie dont la progression est assise sur les revenus d'exportation, L'Inde, le Brésil, la Russie sont dans des positions similaires malgré les ressources immenses des deux derniers. Les USA et l'Europe sont dans la situation de devoir repenser la totalité de leurs infrastructure pour diminuer leur dépendances à ressources situées ailleurs et sur lesquelles leurs besoins sont de plus en plus en concurrence avec les besoins locaux. Il leur faut enfin réduire leur dépendance aux besoins à faible technologie mais à gros volume pour rééquilibrer leur marché de l'emploi. Tout le monde ne sera pas ingénieur ou chercheur, et

l'on a besoin de chausseurs de confectionneurs, de maraîcher, même si l'on remplace les conducteurs de métro par des automates. L'utilisation d'une soufflante à moteur thermique n'est pas nécessairement indispensable pour ramasser les feuilles mortes si l'on pense à la gestion énergétique.

Le problème fondamental va impliquer une réorientation des compétences vers un optimum de gestion des ressources, c'est à dire une gestion des espaces, des pollutions, des ressources de base telle la nourriture, ou les matériaux générées par le nombre.

Les situation des dettes et créances à l'exemple de la Grèce induisent à une double impasse ou l'on efface ce qui ne peut être remboursé ou on le rééchelonne mais sur ce point il ne faut pas que la facture des intérêts dépassent la capacité d'amélioration des processus économiques ou la pression sur le corps social conduit aux émeutes auxquelles on assiste et à une situation encore plus dégradée.

Le processus de paupérisation conduit à des tension qui accroissent la corruption et la violence, étouffant le sens de la mesure et du progrès de la même manière que la dette et la concentration des ressources et les distorsions de valeur apportées par la crise.

Au niveau financier l'accroissement de volume de dette et les incertitudes croissantes sur leur remboursement paralyse une partie de l'activité, de plus en plus d'actifs physiques font office de refuges, comme dans les périodes d'inflation galopante, limitant d'autant les ressources pouvant être utilisées pour résoudre le problème de redéveloppement de l'activité. L'accroissement des dettes des états potentiellement non remboursables mettent les banques à genoux et elle ne peuvent plus financer les PME. Sur les marchés financiers les pertes sur valeurs de référence induisent une réduction d'allocations dans les nouvelles entreprises.

Au niveau des gestion des taux de change, les fluctuation de valeurs détournent les flux d'échange, accroissant les coûts ou rendant sans valeur des marchés devenus trop incertains. Comme c'est le cas actuellement pour le marché des grains en Libye.

QUELLES SONT VOIES POSSIBLES POUR SORTIR DES SITUATIONS DE BLOCAGE

La gestion de la crise grecque est très représentative des crises passées dont l'histoire Européenne est émaillée et où chacun joue la politique du pire ou ne décide pas pour ne pas porter une responsabilité d'échec.

La dégradation de la situation Italienne, les projets de rétorsion du Sénat US contre les pays à monnaie sous évaluée donnent un avant goût des risques à venir. Le caractère structurel des déséquilibres observés font qu'un redressement à court terme avec les même règles de fonctionnement est clairement impossible. Et le scénario catastrophe est un effet domino similaire à LEHMAN BROTHERS, mais sans parachute possible en provenance des États et des Banques Centrales devenus sans ressources crédibles.

Un changement minime envisagé des règles comptables dont les effets ne seront d'ailleurs que progressifs dans l'hypothèse d'un consensus qu'il paraît impossible à mettre en oeuvre même basé sur des principes parents comme ceux de du FASB et de l'IASB. doit donc être écarté notamment en raison de l'urgence affichée par la montée des risques.

Seules des modifications substantielles et rapides des conditions de valorisation et de financement des échanges internationaux est en mesure de restaurer la confiance. Et

comme ces échanges portent sur des flux matériels et des flux financiers, les deux domaines doivent être touchés. En effet il faut d'urgence sevrer les échanges mondiaux de la drogue temps qui rend leur gestion impraticable et difficilement contrôlable.

Le premier domaine à considérer est celui des flux de marchandises. Comme le déséquilibre est devenu structurel : la production est loin des marchés de consommation. Il faut donc préserver les structures de productions d'une rupture de charge et donc l'accord doit porter sur un équilibre en valeur pays par pays compensé par la BRI. Ainsi on se rapproche d'une économie de troc où ce ne seront plus les volumes qui sont en cause mais les niveaux de prix qui devront équilibrer deux à deux les transferts de marchandises. Plus de déficit commercial, le cours de change devient bilatéral et fixé chaque année et les paiements sont comptant garantis par crédit documentaires payable à vue sur présentation des documents aux caisses de la BRI assorti des document douaniers attestant la livraison. Le contrôle douanier doit aussi se renforcer pour limiter la fraude notamment issue des réexportations que l'on ne pourra éviter totalement et donc qui devra être gérée avec un support les flux BRI.

La conséquence est qu'il n'existera plus de cour mondial du pétrole, ce qui d'ailleurs reste une fiction qu'éclaire le différentiel BRENT/ WTI qui a frisé le 30 dollars, valable pour toutes les transactions mais des contrats bilatéraux avec un prix marginal coté qui porte sur les surplus ou les déficits. Le problème est le même pour les autres grandes matières premières dont les flux sont appelés à se réduire aux profits d'échanges locaux et de productions spécifiques régionales plus adaptées au terroir et générant une diversité bénéfique. Celle-ci rend l'ensemble des productions moins vulnérable à des catastrophes et à des décisions politiques préventives comme l'embargo indien sur le riz début 2008. Par la même occasion ce cours ne dépend plus des état mais du FMI qui supervise le fonctionnement et publie les allocations aux prix marginaux en vue de couvrir les besoins les plus essentiels.

Les échanges de biens et services étant par définition à l'équilibre il n'y a plus de nouveau déficits et les paris sur le futurs et les prêts seront ainsi conduits à s'éteindre progressivement.

Pour ce qui concerne la part la plus importante des écarts de valeurs liés au temps ils concernent les dettes d'investissements et les marchés financiers internationaux qui eux portent sur les composantes de l'épargne, le sevrage temporel va se révéler plus complexe parce les échanges financiers ne portent pas d'information sur leur échéance et les incertitudes sur l'avenir des projets doivent être prise en compte.

Par souci de simplification didactique je propose de scinder les problèmes en trois domaines :

1. celui des financements d'infrastructure ou d'investissement productifs
2. celui des investissements financiers dans des entreprises locales ou les infrastructures précédentes
3. celui des production de ressources futures.

Le financement d'investissement c'est à dire la réalisation de structures destinées à améliorer soit les moyens de communications soit les capacité de productions, soit celles de commercialisation ou de services, constitue une mobilisation de ressources dans le présent dont les effets attendus seront favorables à la gestion de la vie collective du lieu ou ils sont implantés. Le processus implique donc un promoteur, des bénéficiaires et divers risques sur la réalisation et ses conséquences. Il est donc indispensable de gérer

ces trois éléments en en répartissant les composantes et les réévaluant afin de maîtriser la façon de les prendre en charge. Cette part des risques renégociable ou non va déterminer le bénéfice en fin de projet une part pouvant être mobilisée à chaque réévaluation. De cette façon l'anticipation du projet s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale et va voir sa valeur actualisée en fonction de son environnement.

La génération des ressources nécessaires à la mise en oeuvre va se réaliser a partir de d'origines diverses mais dont les éléments seront comptabilisé au niveau du FMI en fonction des objectifs de rééquilibrages des dettes passées à amortir avec un horizon qui va se déplacer en fonction de la réévaluation des projets concernés. A terme l'amortissement n'aura plus de passif à éteindre et se gèrera en fonction de l'occurrence des risques anticipés ou non affectant le projet.

Le deuxième volet qui concerne les flux financiers et par conséquent les affectations de l'épargne mondiale le schéma est similaire mais fait intervenir les marchés financiers qui redeviennent des outils de gestions et d'échanges de risques avec en fait deux volets :un concernant les risques liquides portant sur des évolutions dont les paramètres sont sauf catastrophe majeure connus. Le second volet concerne les risques futurs pour lesquels ces marchés vont permettre de prendre des positions à moyen et long terme avec le moyen de les arbitrer mais toujours dans leur schémas de durée qui peuvent être scindés en diverses gammes d'échéances avec par exemple des engagements à cinq ans maximum, à dix ans, à vingt ans à trente ans avec des arbitrages possibles entre les durées mais pas de possibilité de liquidation sauf dans les limites de l'amortissement des engagements sur les marchés court terme et du passage d'une échéance.

En effet comme en matière de gestion de la monnaie les valeurs d'épargne génèrent de l'inflation quand les durées s'allongent et si l'on veut éliminer les bulles spéculatives à effets systémiques, il faut de la même façon que la monnaie en gérer les durées de manière adossée avec un effet de levier qui peut être négocié au niveau du FMI ou de la banque Mondiale, de la même façon que les anticipations liées aux investissements et à leurs vie pendant la période d'amortissement.

:En tant qu'investisseurs les particuliers pour leur épargne et les organes de gestion collectives vont intervenir avec des limitations prudentielles pour ce qui concerne les organes de gestion collective en matière de taille et de niveau d'investissement dans le capital d'une entreprise ou un plafonnement des droits de vote pour permettre d'éviter les distorsions de pouvoir ou d'accès à l'information.

Les organismes d'intermédiation et ceux chargés de la cotation ne seront pas autorisés à investir directement au delà d'une gestion de la liquidité sur une séance. avec Dans chaque pays un intervenant unique sera chargé de la détermination du prix dont les composante comporteront notamment par valeur un niveau d'échange minimum en nombre de participants et en volume afin que le prix reste toujours représentatif d'une opinion collective qui assure une vision suffisamment diversifiée pour être utilisée comme référence dans des processus de valorisation comptable.

Les Marchés deviennent des entreprises extra-nationales avec un siège dans chaque pays ayant une entreprise cotée avec des activités internationales et concentrant toutes les transactions sur cette valeur. Les coûts sont une péréquation des coûts d'échanges globaux et les volumes échangés assurent la modicité de ces charges de gestion.

Le troisième volet concerne la gestion des revenus futurs dans le cadre des échanges internationaux que cela soit en matière de contrat long terme d'approvisionnements, comme les contrats gaziers par exemple ou les financements de productions minières ou énergétiques. On a pu constater comme dans le cas de l'or que l'on rendait

immédiatement monétisable des revenus provenant de productions probables à 15 ou 20 ans soit pour asseoir les financements propres aux projets concernés soit pour mobiliser ces revenus par nature incertains pour réaliser d'autres opérations. Ces approches pour justifiées qu'elles soient le plus souvent sont des anticipations qui ont un effet sur les valorisations des produits concernés sur les échéances courantes directement ou indirectement dans le cas de couverture de risques de prix globaux par les organismes mobilisant les fonds. Ces pratique reviennent à faire supporter immédiatement aux utilisateurs des risques non identifiés et donc non valorisés de façon inadéquate.

Ces marchés d'arbitrages doivent comme les marchés financiers être scindés en deux domaines celui des risques d'approvisionnements liés à la vie économique du cycle de production-commercialisation et ceux correspondant à des incertitudes lointaines qui impliquent un changement important de contexte économique que l'on ne peut raisonnablement anticiper. Les différences de volume liés aux investisseurs long terme dans ces produits et les obligation des producteurs dans leurs contrats d'approvisionnement sont comme pour le financier porteurs d'inflation et donc se doivent être limités et contrôlés globalement de la même façon pour éviter les bulles spéculatives sur une situation de rareté potentielle dérivé d'extrapolations de la situation actuelle mais qui ne tient pas compte des évolutions technologiques, politique ou structurelles.

EFFETS ATTENDUS DE CES PROPOSITIONS

Sans le reconnaître de façon claire l'absence de gestion du temps a eu en matière de gestion des règles du commerce international, des effets encore plus importants que sur les marchés financiers. Elle ont en fait transféré des anticipations de situations économiques issue de la dissymétrie des échanges et permis des distortions d'évaluation des taux de changes et des niveaux de prix relatifs de pratiquement la totalité des produits échangés, en maintenant en place des différences de niveaux de vie et des problèmes dans la satisfaction de besoins essentiels dans de grand bassins de population.

Il est important de rétablir des équilibres gérables autrement que par les immigrations du désespoir en organisant la gestion du futur et en ayant une approche eco-compatible des échanges. Les prémisses de cette démarche ont été évoqués dans les négociations du cycle de Doha dans lesquelles l'approche ne se faisait plus sur une base produit, mais de planification de l'accroissement des échanges en protégeant temporairement les structures en équilibre mais vulnérable à des distortions de coûts . Investissant dans cette idée et en en considérant que chaque bassin économique a son propre équilibre en fonction de ses ressources et de ses traditions et des ses cultures, il convient de faire de l'échange un enrichissement réciproque et non un moyen de domination où le dominé échappe toujours aux contraintes qu'on lui impose et suit sa propre voie. Les exemples des crises Mexicaine, Argentine, Asiatique en sont des illustrations. Pour se représenter le concept je prendrais l'exemple des mangroves ou d'un roncier, ceux qui n'ont pas pénétré ces milieux extrêmement diversifiés ou eu accès à des documentaires les illustrant auront du mal à comprendre le procédé que je propose. Dans ces milieux se constitue un ensemble d'échanges entre des populations extrêmement diversifiées allant des micro-organismes aux mammifères supérieurs en passant bien évidemment par une architecture végétale qui en fait y génère l'équilibre global et permet la protection et la diversification des participants à l'écosystème.

Il nous appartient de constituer et d'enrichir ce type d'équilibre économique qui va générer force nouveautés sur un substrat de ressources limitées et diversifier les solutions adaptatives aux problèmes de matières premières auxquels se trouve confronté la planète. Les échanges en volumes globaux vont certainement diminuer avec en corollaire une réduction des besoins de transport en volume mais non en diversité. Plutôt que de manger tous du riz ou des hamburgers nos régimes vont s'adapter au contexte local, les échanges essentiels devenant vraiment essentiels ou liés à de nouvelles richesses. De cette façon les équilibres de balance des paiements ne poseront plus de problème que dans la gestion du temps et dans la faculté de minimiser les écarts de valeur et de plafonner les risques.

Avec des solutions plus diversifiées, notre vulnérabilité aux dangers climatiques ou volcaniques se trouvera réduite de même que notre impact sur la bio-diversité qui doit ainsi passer d'une ressource à un patrimoine. Avec des solutions locales les prélèvements sur la richesse patrimoniale prendront en compte la diversité des impacts et les phénomènes de complexité des réseaux qui se posent de plus en plus seront mieux maîtrisés par la mise en oeuvre et l'adoption de structures en arborescences dans lesquelles les problèmes seront maîtrisés au niveau local où la complexité demeure maîtrisable.

Il est indispensable de générer une structure économique plus robuste qui ne soit pas à la merci des erreurs d'appréciation d'un secteur ou d'une activité comme cela a été le cas lors des deux grandes crises liées à l'hypertrophie financière déconnectée des équilibres des besoins des populations que furent 1929 et 2008 ou un secteur a puisé sa puissance en affaiblissant les autres composantes de la société. Il est tout aussi impensable de constater qu'une mauvaise gestion des valeurs sur un secteur conduise à déstabiliser un ensemble économique comme ce fut le cas de l'Asie en 1997 et de l'Europe actuellement.

Une autorégulation telle que décrite ne permettrait pas à des gouvernements de se trouver à la merci de variations d'éléments hors de leur maîtrise. La dénonciation d'une suite d'erreurs d'appréciation des risques et des valorisations tel qu'initié par M RODARIE, ne devrait plus être nécessaire.